

Les mille sources de la Colère

N° 149

OCTOBRE 2021

EDITO

Le 20 septembre la DG ouvrait « un cycle de négociation avec les organisations syndicales sur la reconnaissance de l'engagement professionnel des agents dans le cadre des transformations de la Direction », avec, comme date butoir, la mi-octobre pour clore le dossier.

Un peu comme avec la fameuse prime du P.A.S, des collègues vont se réjouir de toucher une obole d'un ministère qui fait fi de reconnaître leur valeur professionnelle. En soit, c'est humain. Pour beaucoup d'entre nous, la fin du mois commence le 10. Mais, et l'histoire se répète en partie, ce ne sera qu'éphémère : une seule et unique fois et à condition de n'avoir pas été trop absents en 2021. Mais, cette carotte électorale ne viendra pas compenser le gel du point d'indice et la perte sèche de pouvoir d'achat depuis plus de 10 ans. 100 euros pour les A, 150 pour les B et 200 pour les C ce qui nous fait une enveloppe globale de 15 millions d'Euros : Monseigneur est trop bon, la dinde sera aux marrons cette année !

Dans sa grande mansuétude, le DG propose également d'augmenter la potentialité des promotions de C en B, de B en A, en n'excluant pas d'élargir le périmètre d'application aux promotions de A en A+. Plutôt que de laisser les directeurs choisir leurs lauréats sans aucune transparence, pourquoi ne pas augmenter le nombre de place aux concours et arrêter le recrutement de contractuels ? Comme nous nous approchons à grand pas des élections, nous nous prenons à rêver : et si le DG se penchait sur un arrêt des suppressions d'emplois, sur une vraie revalorisation des carrières et des grilles salariales, sur le respect des conditions d'avancement ?

Notre environnement de travail n'est pas oublié et un beau chèque de 10 millions d'euros nous attend ! Pas seulement pour la Corrèze : nous ne sommes pas aussi gourmands que ça ! Ces 10 millions seront répartis entre chaque direction, au prorata du nombre d'agents, soit à la louche un peu moins de 10 € par agent. Des esprits chafouins pourraient se demander légitimement si ce magot, par un tour de passe-passe, ne servirait pas, en définitive, à boucher les trous, à boucler des budgets revus à la baisse en venant se substituer aux CHSCT, un abondement du budget local qui ne dit pas son nom.

Mais vous n'êtes pas dupes, nous le savons bien, et vous nous l'avez montré une fois de plus. Pour sa première vraie grève en notre compagnie, Numéro 1 rejoint ses prédécesseurs dans le Hall of Fame de la contestation en montant le 5 octobre dernier sur la première marche du podium avec un taux de 29,75 % pour la CORRÈZE !

Avec ce saupoudrage de 25 millions d'euros qui semblent tombés du ciel, BERCY tente, ni plus ni moins, de nous faire avaler la pilule et toutes les couleuvres du monde. Le ministère veut valoriser son Nouveau Réseau de Proximité, un demi-aveu de la souffrance générée par cette destruction de nos emplois et de nos missions. Est-il besoin de préciser que ce n'est pas de l'argent magique, si cher au président Macron : si l'on divise ce nombre par 1500 suppressions d'emplois, cela nous fait 16 666 € par tête de pipe, ça ne fait pas cher l'agent : le diable est dans les détails.

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30

Bercy Immo

Malgré l'opposition syndicale, le secrétariat général a décidé en juillet, en toute concertation, donc unilatéralement, de vendre les 3/4 des résidences EPAF et de licencier une partie des personnels. 50% de la vente des résidences servira aux travaux prévus sur les résidences sauvées...avant qu'elles ne soient vendues plus cher à d'autres spéculateurs ?

Butinage

Ulysse vantait début septembre « l'essaimage régulier des cadres supérieurs de la DGFIP au sein d'environnements professionnels très variés ». Cette pollinisation pourrait permettre, nul ne peut en douter, de favoriser la danse des abeilles si seulement il restait suffisamment de plantes pollinifères pour tout l'essaim, si la Reine ne mettait pas tout en œuvre pour gêner la trophallaxie et si les ouvrières n'étaient pas à flux tendu pour appliquer la propolis pendant que l'enfumoir est à l'œuvre. Mais quand la ruche sera pleine, à qui le tour de perdre sa place ?

Siamois

Le 24 septembre, Numéro 1 écrivait aux OS pour les informer que le DG avait validé le calendrier proposé pour la mise en place des SGC de Brive, d'Argentat et Ussel et qu'une « réflexion sera reprise en revanche pour ce qui concerne le SGC d'Uzerche et ses antennes en vue de dégager une organisation qui soit acceptable pour l'ensemble des parties prenantes ». Comme ni les OS, ni les agents, ni les élus n'ont validé la première partie du NRP, il est aisé de comprendre que cette chère concertation ne s'exerce qu'entre Numéro 1 et Bercy, un numéro de music-hall qui sent bon le rance.

Mais pas si vite

Nous apprenions le 16 septembre que la Trésorerie de Neuvic fermerait ses portes plus tôt que prévu, la commune souhaitant, à priori, récupérer ses locaux, peut être pour y mettre une MFS ? En tout cas la direction a saisi la balle au bond et se prépare à abandonner le terrain, en y laissant même le mobilier. Toute ressemblance avec la retraite de 1940...

Un ravalement pour Marianne

Lancé en grandes pompes cet été, tel un pédalo sur le lac de Vigeois, Services Publics+ ne fait que revisiter en 2021 la Charte Marianne, sans se donner les moyens de réussir. Les moyens, nous les connaissons : plutôt que de faire du vent en prétendant utiliser de nouveaux canaux de communication, commençons par utiliser ceux qui fonctionnent, en s'appuyant sur du personnel compétent dans des services de plein exercice !

Doctolib

L'administration prend soin de nous, nous le savons, avec, normalement, une visite quinquennale chez le médecin du travail. Mais, pour décrocher le sésame, il faut se souvenir à quand remonte le dernier, 5 ans ? non, bien plus pour beaucoup d'entre nous, le double pour certains. Heureusement qu'on peut encore voir un médecin généraliste de temps en temps, pour les plus chanceux. Bientôt la visite d'embauche et de débauche se feront le même jour. Pourtant, mathématiquement, cinq RDV par mois suffiraient pour être à jour dans le département. L'administration devrait externaliser cette mission pour honorer son obligation légale, recruter d'urgence un deuxième médecin, ou recycler des agents ?

Dormez bien les petits

« La météo vous est présentée par France Services », Incroyable, mais vrai : L'État paye une boîte de com' et un publicitaire pour vanter la destruction du service public en dépensant de l'argent public sur France 2, une chaîne du service public, financée en partie par la redevance audiovisuelle, pour privatiser à terme nos missions : Plus c'est gros plus ça passe .

La minute du Docteur Cyclopède

Entendu lors d'une réunion sur l'accueil en SIP: « Le but c'est que les gens aillent vers les ordinateurs et non vers les gens...On doit être rapidement à 50 % de gens qui viennent en ayant un RDV ». Des gens qui viennent à un rendez-vous avec un ordinateur ? Étonnant, non ?

